

# La République

Quotidien d'information générale - Série III n° 1019 Prix : 2000 Fc

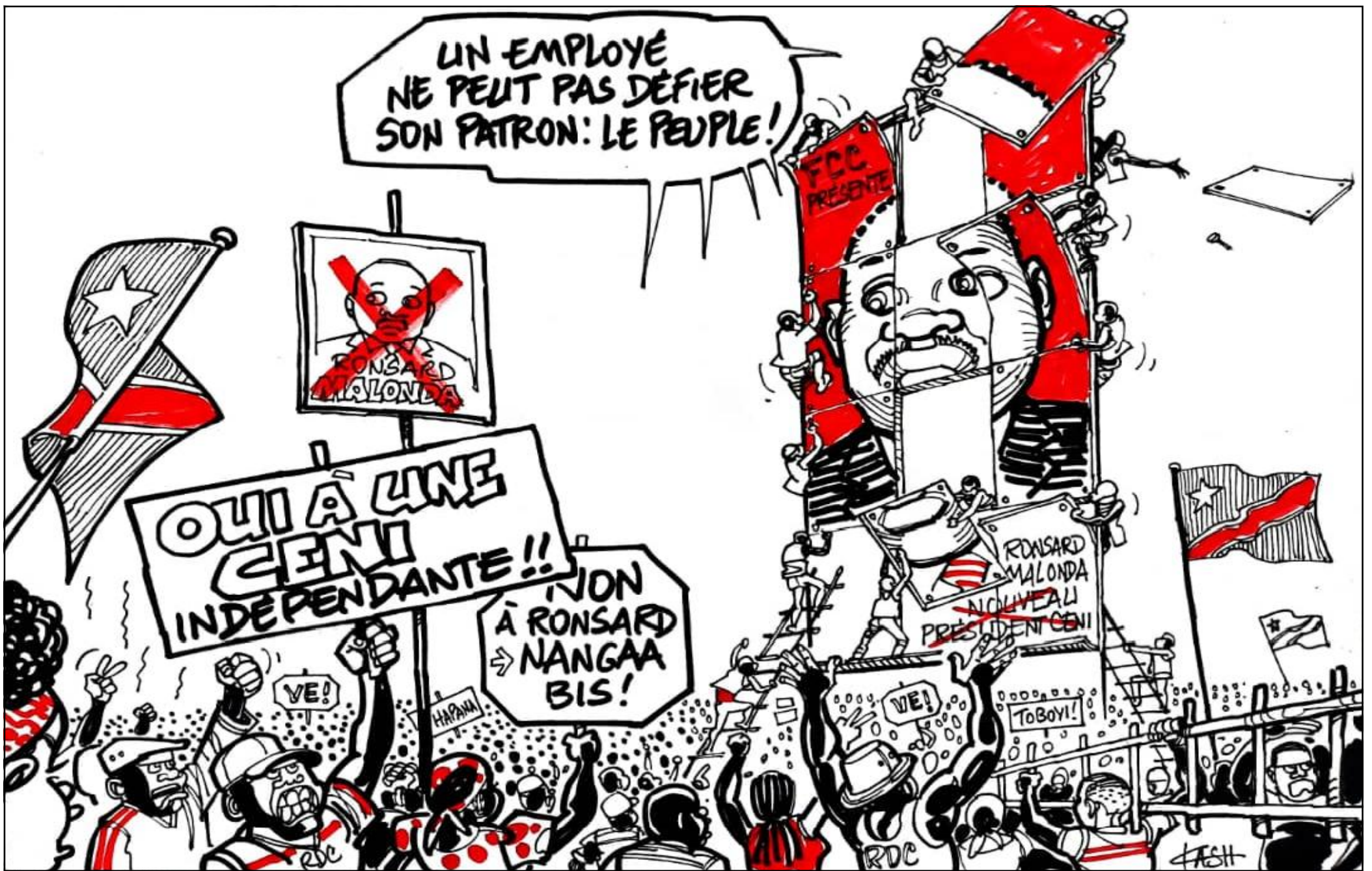
Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : [larepublique@nyota.net](mailto:larepublique@nyota.net), [www.nyota.net](http://www.nyota.net)

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

## Manif anti-Malonda: le peuple gagne toujours !

(Lire en page 12)



Le lundi 13 juillet :

(Lire en page 12)

**Avec Moïse Katumbi  
le Grand Kasai  
en ébullition !**



**La marche des  
partisans du  
PPRD étouffée**

(Lire en p. 2)



Manifestations contre Malonda

# Les combattants de l'UDPS défient la décision du gouvernement

L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et les mouvements citoyens avaient décidé de maintenir leurs marches de protestation, prévues le jeudi 09 juillet contre l'éventualité de la candidature de Ronsard Malonda à la tête de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Le vice-Premier ministre de l'intérieur et sécurité, Gilbert Kankonde, n'a pas réussi à les convaincre d'abandonner ces initiatives, à l'issue d'une rencontre qu'il a eue ce jeudi avec ces derniers, en présence des délégués de l'Agence nationale des renseignements (ANR) et de la Police nationale congolaise (PNC). Le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila, quelques heures avant la tenue de cette rencontre, avait interdit l'organisation de toutes ces marches.

Le gouvernement a décidé de maintenir l'interdiction de tout rassemblement conformément à l'état d'ur-

gence sanitaire décrété par le président de la République. C'est ainsi qu'il a décidé d'interdire toutes les marches prévues ce jeudi à Kinshasa. La décision est tombée dans la soirée de ce mercredi 08 juillet.

Cette décision a été annoncée à l'issue d'une réunion présidée par le premier ministre Sylvestre Ilunga dans laquelle ont pris part le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Gilbert Kankonde, le Ministre d'État, ministre de la Décentralisation Azarias Ruberwa, le Ministre de la Défense Nationale et Anciens Combattants Aimé Ngoie Mukena, le gouverneur de la ville province de Kinshasa, Gentiny Ngobila, ainsi que les responsables des services de sécurité, de la police et de l'armée.

Malgré cela, l'Union pour le progrès social (UDPS) et les mouvements citoyens, pour leur part, ont résolu de maintenir leurs marches prévues ce jeudi 09 juillet contre l'éventualité de la candidature de Ronsard Malonda à la tête de la Commission Electorale Natio-

nale Indépendante (CENI).

La marche pacifique de protestation de l'UDPS contre la ruse du FCC à la tête de la CENI était confirmée pour ce jeudi 9 juillet 2020.

C'est pourquoi, un grand dispositif sécuritaire était déployé vers l'espace Échangeur, le jeudi matin 9 juillet 2020, afin d'empêcher la manifestation interdite de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) pour protester contre l'entérinement du choix de Ronsard Malonda à la tête de la Ceni par l'Assemblée Nationale.

Les éléments de la police dispersent déjà le Rassemblement de plus de 20 personnes tout autour de la 17<sup>ème</sup> rue Limete. Ils se sont massivement déployés devant le sous-commissariat de l'espace Échangeur.

Les militants de l'UDPS et des plusieurs autres n'ont visiblement pas tenu compte de l'opposition des autorités politiques et des forces de l'ordre pour ma-

nifester contre la désignation de Ronsard Malonda comme candidat président de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI). Les militants du parti présidentiel accompagnés des plusieurs motards appelés wewas ont bel et bien débuté la marche à la Place Échangeur de Limete, ce jeudi 09 juillet. Sur le boulevard Lumumba, on peut apercevoir des militants et sympathisants de plusieurs partis politiques dont principalement de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), l'AFDC-A de Modeste Bahati Lukwebo, les alliés de l'UDPS et même des mouvements citoyens. Munis des drapeaux de leurs partis respectifs, des banderoles et des branches des arbres, ces militants dont une partie vêtus de blanc scandent des chansons hostiles à Ronsard Malonda, au FCC et même à Joseph Kabila. Dans la commune de Ngaliema, c'est le président du parti MLP, Franck Diongo, qui est à la

tête des manifestants avec comme point de chute le Palais du peuple, siège du parlement où un memorandum sera déposé. Un énorme dispositif sécuritaire est déployé dans plusieurs parties de la ville dont la place de l'échangeur, les alentours du Palais du peuple, le pont Gabi, Rond-point UPN et Ngaba, la place Victoire, etc. L'entrée du boulevard Triomphal vers l'avenue de Libération, ex 24 novembre a été également renforcée par des forces de sécurité. Le déploiement de la police nationale congolaise au niveau du rond-point Huilleries et au carrefour de Kintambo Magasin où un convoi de la garde républicaine est aussi visible sur le lieu avec près d'une vingtaine d'éléments à bord de deux pick-up de l'armée postés sur place. Le commandant de la ville de Kinshasa, Sylvano Kasongo est lui-même sur le terrain pour superviser les opérations.

## Kinshasa-Limete: la police escorte les manifestants anti-Malonda

C'est alors que le nombre des manifestants contre le choix de Ronsard

Malonda pour occuper le poste de Président de la CENI ne cessait d'accroître au fil de minutes aux alentours du siège national de l'UDPS. Le premier groupe s'est alors dirigé vers la 17<sup>ème</sup> rue pour faire jonction avec les autres manifestants.

Les éléments de la Police Nationale Congolaise (PNC) s'en sont rendus compte petit à petit. Une jeep de la PNC déployée pour empêcher la progression des manifestants s'est transformée en véhicule d'escorte pour les manifestants.

Une attitude jugée pour le moins responsable pour certains curieux trouvés sur place au regard de la rage que dégagent ces jeunes déterminés et le nombre réduit des policiers qui sillonnent ce périmètre.

Face à cette attitude visiblement coopérative de la PNC, les manifestants qui attendaient pourtant en découdre, ont entonné des chansons en faveur de celle-ci mais restent hostiles aux députés. « Tika policier, boma député » entendez « laissez le policier, tuez le député », chantaient en cœur les jeunes en colère de plusieurs partis et mouvements citoyens.



Signalons que les militants de Scode de Jean-Claude Muyambo se joints à ceux qui étaient déjà devant le siège national de l'UDPS.

Il sied de signaler que le Gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka avait refusé de prendre acte de la tenue de la marche anti-Malonda à travers la ville de Kinshasa. Il l'a fait aux délégués de l'Union pour la démocratie et le progrès social et Lamuka

au cours de la réunion tenue mardi 7 Juillet 2020.

Faisant fi de cette réponse du gouverneur de la ville de Kinshasa, la plateforme CACH conduite par Augustin Kabuya SG de l'Union pour la démocratie et le progrès social et Lamuka représenté par Francis Kalombo avaient déclaré maintenir leurs marches respectivement, le 9 et le 13 juillet 2020. Dans l'opinion, cette position de l'UDPS face à Ronsard MALONDA ne cesse de susciter d'interrogations :

comment expliquez que le CACH avec l'UDPS à sa tête s'oppose à l'entérinement de Ronsard Malonda à la tête de la commission électorale et pourtant c'était lui (Ronsard Malonda) qui avait défendu avec brio la victoire de Félix Antoine Tshisekedi devant la Cour Constitutionnelle face à Martin Fayulu ?

Pour plusieurs analystes, l'UDPS qui avait gagné la dernière présidentielle n'aurait rien à reprocher à Ronsard Malonda.

**La République**  
2, Avenue des Entreprises,  
Immeuble Sema, Gare centrale,  
Kinshasa-Gombe

**Directeur de Publication**  
Jacques Famba

**Coordonnateur de la Rédaction**  
Boendy Bo Lokanga  
+243999199410

**Collaborateurs**  
Boendy BL  
Gaston Liande  
**Rédaction**  
**Enquête et Reportage**  
Boendy BL  
0990307909  
Jacques Famba  
**Secrétaire de rédaction**  
Beni Joel Dinganga  
**technique**  
Benoit Mutshipayi  
**Secrétaire de rédaction**  
PAO  
Abedi Salumu

**Direction Commerciale et Financière**  
Dominique Lumumba  
0815011886, 0997440728

**Lubumbashi**  
Freddy Tshijika  
Jean L. Mwamba

**Distribution**  
Bertin Sefu  
Senga Jean-Victor

**Vente**  
-

**Images**  
Dieudonné Kanyinda  
Bram's



# A Lubumbashi, les combattants de l'UDPS bravent le confinement

Une vive tension a été observée ce jeudi 09 juillet 2020 à Lubumbashi, dans le sud-est de la République démocratique du Congo, à la suite de l'appel des plusieurs partis politiques, dont principalement l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social, UDPS en sigle. Plusieurs personnes se sont rassemblées au centre-ville de Lubumbashi tôt hier matin, en bravant la mesure du confinement total décrété par le gouverneur KYABULA pour trois jours, à dater de ce jeudi 09 juillet jusqu'au samedi.

Les forces de sécurité ont érigé plusieurs barrières dans la ville et renforcé le dispositif de sécurité. L'armée congolaise s'est déployée elle-même. Sur des vidéos postées notamment sur internet, on peut voir des militaires tirer en l'air pour disperser des manifestants au centre-ville de la capitale du Haut-Katanga. L'unité d'intervention rapide de la police nationale a érigé une barrière au niveau du Pont



Lubumbashi, hier matin à la place de la Poste, la JUNAFEC et l'UDPS défie la police. (© DR, Twitter)

t=Tshondo à l'entrée du quartier Gecamines, qui mène vers le plus terrible quartier Matshipisha, considéré comme la base des combattants de l'UDPS.

A Lubumbashi, la journée s'est annoncée à haut risque après les affrontements d'hier. En effet, alors que 3 jours de confinement ont été décrétés par le gouverneur du Haut-Katanga, Jacques Kyabula, dans le cadre de

l'état d'urgence sanitaire et que le Premier ministre avait également interdit toute manifestation sur l'ensemble du territoire ce jeudi 09 juillet. Les militants l'Union des Démocrates pour le Progrès Social (UDPS) se sont refusés à se conformer à ces décisions et ont débuté dès 08h00 à descendre vers le centre-ville de Lubumbashi depuis les différents quartier de la ville afin de manifester

contre la désignation de Ronsard Malonda à la tête de la Ceni conformément au mot d'ordre lancé depuis Kinshasa par le secrétaire général du parti présidentiel, Augustin Kabuya.

Une marche à Lubumbashi mais...

Malgré la présence policière, des militants de l'UDPS, en provenance de

tous les coins de la capitale cuprifère, déterminés à marcher ce jeudi, premier jour du début du confinement de la province, ont dû faire face à la police qui tente de les disperser. Ainsi des crépitements des balles ont été entendus du côté du quartier Katuba et des échauffourées entre policiers et des militants ont eu lieu du côté de Kasapa, Texaco et au niveau de la poste et du carrefour; où selon certains témoins des policiers auraient blessé un jeune homme.

Dans d'autres parties de la ville, comme dans les communes de la Ruashi ou de Kampemba (notamment au quartier Bel-Air) et du côté de Kisanga Matshipisha une foule composée de badauds et de combattants de l'UDPS tente également de rejoindre le centre-ville. Mais là encore, ils devaient faire face à la police qui lui bloquait le passage et la dispersait en usant de gaz lacrymogène. Toutefois, après avoir été dispersée, la foule se recompose pour poursuivre sa marche...

## La marche des partisans du PPRD étouffée

Il sied d'indiquer que les manifestants anti-Malonda avaient brûlé et vandalisé le siège de l'exécutif provincial du PPRD Mont-Amba situé à Limete 6ème rue à Kinshasa. « Ils ont mis du feu. Le siège du PPRD est finalement vandalisé. Tôles, chaises et autres meubles emportés et ou brûlés », explique un témoin.

La police est vite intervenue et a réussi à les disperser. Les manifestants étaient déterminés à en découdre



avec l'ancien parti présidentiel qu'ils accusent d'avoir placé Malonda à la tête de la commission électorale.

(PPRD) ont improvisé, ce jeudi 9 juillet 2020 une caravane motorisée sur l'avenue des Poids Lourds, 17<sup>ème</sup> rue

dans la commune de Limete, à quelques mètres de la station Service FTM OIL.

Après le go donné par le chef de file, les manifestants entonnaient des chansons en l'honneur de l'autorité morale du FCC, Joseph Kabila et scandaient des cris en faveur des institutions de la République qui, selon eux, conduiront le

pays à la paix et au développement social.

Cependant, la parade des sympathisants du FCC a été stoppée quelques minutes après par la Police. Malgré leur détermination, les forces de l'ordre ont bloqué le passage. Ils ont hurlé mais ils ont été obligés de rebrousser chemin.

Louis-Paul Eyenga

## Tshopo : la Police étouffe la marche de l'UDPS, 3 blessés

Six militants de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) ont été interpellés, jeudi 9 juillet 2020, lors de la marche organisée à Kisangani (Tshopo) pour s'opposer à l'entérinement de Ronsard Malonda comme président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Le président fédéral de l'UDPS, Delly Likunde, qui donne ce bilan, indique que parmi eux, trois ont été blessés.

Il précise que les 6 militants ont été relâchés par la suite, mais tous déclarent avoir perdu leurs téléphones, des cartes d'électeur ainsi que de l'argent. En effet, la marche de l'UDPS a été dispersée par la Police nationale congolaise juste à quelques mètres du siège du parti présidentiel.

Delly Likunde, déplore le comportement des agents de l'or-

dre qui ont « brutalement » étouffé cette manifestation.

Selon lui, l'itinéraire prévu par les organisateurs de cette marche n'a pas été suivi jusqu'au bout. Partis du siège de leur permanence, les manifestants bien qu'encadrés au départ par quelques policiers ont été bloqués au rond-point ACKIS par un autre groupe d'agents de l'ordre.

Delly Likunde déplore l'usage des gaz lacrymogènes et même des balles réelles pour les disperser « alors que la marche était pacifique. »

Face à cette réalité, les militants de l'UDPS ont été obligés de stopper leur marche et de lire leur memorandum à la hauteur du rond-point du canon avant de constituer un petit groupe dépêché pour le déposer à l'Assemblée provinciale. RO

## Mbuji-Mayi : fin de la marche de l'UDPS qui s'est déroulée dans le calme

La marche pacifique organisée par l'Union pour la démocratie et le progrès social, UDPS fédération de Mbuji-Mayi, vient de prendre fin il y a quelques minutes. Encadrés par la police, les manifestants ont pacifiquement quitté le siège de l'UDPS via le rond-point de l'étoile pour chuter au bureau de l'Assemblée provinciale situé en bodine II au cercle Kashala Bonzola.

Au point de chute, un memorandum a été déposé par les autorités fédérales de ce parti présidentiel à cet organe délibérant.



Les manifestants ont chacun pris le chemin de retour saluant par ailleurs la bonne sécurité as-

surée par les éléments de la Police.

Actu30



Russie-Afrique

## L'industrie, la santé et l'énergie au centre de la coopération

Les ministres des Affaires étrangères de la RDC, Marie Tumba Nzeza, de la Fédération de Russie, S. Lavrov, de la République d'Afrique du Sud, N. Pandora, et de la République arabe d'Égypte, S. Choukri ont échangé mercredi, par vidéo-conférence, sur le renforcement de la coopération russo-africaine dans plusieurs domaines d'intérêt commun.

Au cours de leurs échanges, les quatre ministres des Affaires étrangères, ont examiné les pistes de coopération dans les domaines de l'industrie, de la santé et de l'énergie.

Ils ont également discuté sur les mesures du renforcement de la coopération industrielle entre la Russie et l'Afrique au niveau bilatéral de même qu'avec la participation des organisations régionales du continent Africain, et les mesures concernant la garantie d'accès des marchandises africaines sur le marché russe.

Les quatre ministres ont également évoqué le dossier lié à la propagation continue de la COVID-19 et ses conséquences. A propos de ce dossier, ils ont souligné la nécessité de la coopération internationale renforcée dans la sphère de la santé publique.

Le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de la Russie a confirmé la détermination de son pays de poursuivre ses efforts sur sa contribution aux États africains dans la lutte avec la pandémie de COVID-19 dans le format bilatéral et dans le cadre des structures multilatérales.

Pour ce qui est de la RDC, la ministre d'État, ministre des Affaires étrangères,



Marie Tumba Nzeza a indiqué avoir parlé en profondeur de la coopération en matière de la santé.

« Nous avons parlé en profondeur de la coopération en matière de la santé, nous avons montré ce que nous faisons par exemple dans le domaine de laboratoire, ils sont demandeurs de ce genre de chose, et nous espérons que dans un proche avenir, on va faire une coopération payante entre nous et la Russie », a indiqué la ministre d'État.

Pour ce qui est du potentiel que regorge la RDC, elle a sollicité l'implication

de la Russie pour sa transformation.

« Nous demandons à la Russie de s'y impliquer, nous nous voudrions plus que l'on parle seulement du potentiel du Congo, nous voulons qu'avec ce potentiel, qu'on vienne avec ceux qui peuvent nous aider à le développer, nous donner la force de pouvoir le fonctionner pour que le peuple congolais puisse se développer », a-t-elle souligné en substance.

Le ministre de la Santé Éteni Longondo et celui de l'Industrie, Julien Paluku ont participé à cette vidéo conférence, et ils ont fait chacun un exposé dans son domaine.

## Etat d'urgence sanitaire : 6ème prorogation !



Le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a promulgué lundi soir, la loi prorogeant, pour la sixième fois consécutive, pour une période de 15 jours, à partir du 7 juillet 2020, l'état d'urgence sanitaire, déclarée depuis le 24 mars 2020, suite à la pandémie de Coronavirus en RDC.

L'ordonnance présidentielle a été lue à la radiotélévision nationale congolaise (RTNC), par le porte-parole adjoint du Président de la République, Tina Salama.

Pendant la journée, les deux chambres du Parlement avaient voté tour à tour, le projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire en RDC. A la chambre basse, les pro-prorogations avaient affirmé que l'État Congolais était encore sous la menace de cette pandémie et il serait maladroit de lever l'état d'urgence sanitaire, au risque de voir les contaminations prendre l'envol.

Pour ceux qui s'opposent à la prorogation, l'économie du pays est complètement au rabais et qu'il est temps de la relancer en mettant fin à cet état d'urgence de la COVID-19 au profit des mesures barrières.

Une option avait été levée d'exiger au gouvernement d'apporter des mesures d'application de l'état d'urgence sanitaire en tenant compte des difficultés conjoncturelles auxquelles la population fait face. Tandis qu'au Sénat, ceux qui s'opposent à la prorogation ont demandé au gouvernement de proposer d'autres alternatives afin d'alléger la souffrance de la population.

Ils ont également demandé au gouvernement de prendre sa responsabilité, pour la gestion de la pandémie à Coronavirus.

Selon le bulletin quotidien du Secrétariat technique du Comité national multisectoriel de la riposte à la pandémie de COVID-19, depuis le début de l'épidémie le 10 mars 2020, on note un total de 7.660 cas dont 7.659 confirmés au laboratoire et 1 cas probable. Il y a eu jusqu'ici 183 décès et 3.236 guérisons. Actuellement, 51 cas suspects sont en cours d'investigation.

Coopération

## L'Assemblée nationale donne un corps juridique à la CEAC

L'Assemblée nationale a adopté, mardi au Palais du peuple, le projet de loi autorisant la ratification du traité révisé instituant la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEAC), au cours d'une séance plénière présidée par la présidente de cette institution, Jeanine Mabunda.

Le ministre d'État en charge de la Coopération internationale, intégration et francophonie, Guillaume Manjolo Buakila qui a présenté à cette occasion l'économie de ce texte de loi, a souligné la nécessité pour la RDC, Etat membre de la CEAC, de pouvoir adapter sa politique aux nouvelles structures de cette organisation sous régionale.

« La RDC étant membre de la CEAC depuis 1983, doit adapter sa politique aux nouvelles structures de la CEAC pour la rendre opérationnelle », a-t-il dit.

Le ministre d'Etat a également parlé de nouvelles règles de-



vant permettre de modifier les comportements des pays membres dans ce cadre.

Pour lui, ce traité donne cette possibilité et aussi la responsabilité au niveau de la Commission qui remplace le secrétariat général en ce que, chaque commissaire soit responsable de son secteur et réponde devant les États membres, en termes de mobilité

et aussi en ce qui concerne la sécurité lors qu'il y a des intrusions ou des entrées sur le territoire d'un pays membre sans autorisation.

Dans leurs interventions, les députés ont rappelé notamment certaines difficultés pour traverser à Brazzaville, et vice versa ainsi que des expulsions observées de part et d'autre.



## Grâce à l'appui de la BAD Le secrétariat général de l'Industrie se modernise

La Banque africaine de développement (BAD) a, à travers le Fonds Africain de Développement, remis à Kinshasa, des matériels de bureau et des équipements informatiques au profit du secrétariat général du ministère de l'Industrie, indique la cellule de communication dudit ministère dans un communiqué. Selon la source, la vice-premier ministre, ministre du Plan, Elysée Munembwe qui a présidé cette cérémonie en présence du ministre de l'Industrie, Julien Paluku Kahongya, a indiqué que cette dotation servira à promouvoir le processus d'industrialisation dans le pays à travers la consolidation du système de la normalisation et l'appui à l'entrepreneuriat féminin.

« Ceci a aussi pour ambition de soutenir la très petite entreprise dirigée par les femmes, principalement dans la transformation des produits. A vous les utilisateurs, je vous exhorte à en faire bon usage », a indiqué madame la vice-premier ministre.



Mme Bernatte Nzamba, secrétaire générale du ministère de l'Industrie a salué cette initiative qui, selon elle, aidera à promouvoir l'entrepreneuriat féminin en République démocratique du Congo (RDC). Pour Bernadette Nzamba, la Commission nationale des femmes entrepreneures bénéficiaire de ces outils informatiques et bureautiques, se sent honorée.

Dans le lot de la dotation, figurent également des véhicules « Tout terrain » et un mini bus pour le transport du personnel.

Pour rappel, ladite dotation rentre dans le cadre du Projet d'appui à la consolidation du tissu économique (PACTE).

LR/ACP

### Approvisionnement de Kinshasa

## La route Mbata-Mbengi-Nsioni en réhabilitation



Le député national, Jonas Tsundu Tsundu a, au cours d'une mission effectuée la semaine dernière dans le cadre de son parti, l'Union pour la Nation Congolaise (UNC) à Lukula, dans la province du Kongo Central, lancé les travaux de réhabilitation de la route Mbata-Mbengi-Nsioni, longue de 42 Km.

Lors de la restitution de cette mission qui consistait à consolider les nouvelles cellules de base de ce parti et de faire asseoir le leadership de son président Vital Kamerhe dans cette partie du pays, l'élu de

Lukula a souligné l'importance de cette route de desserte agricole pour la population locale quant à l'évacuation des produits agricoles vers les grands centres.

Pour lui, ce geste qui a provoqué la joie et l'enthousiasme dans le chef de la population et des usagers de cette voie d'intérêt vital, vient de mettre un terme aux difficultés liées à l'état de délabrement des routes de desserte agricole dans cette partie du territoire de Lukula, au Kongo Central.

Il a, par ailleurs soutenu que les travaux de réfection de routes de desserte agricole en cours à Lukula témoignent de la volonté de contribuer au bien-être social de la population de ce coin du pays.

« Nous sommes dans le territoire de Lukula, nous avons fini le tronçon Mbata-Mbengi cité- Nkuangila -Lélé village long de 25 km », s'est réjoui le député national, avant d'annoncer la poursuite des travaux sur d'autres tronçons, dont Nganda Tshundi-Mbata-Mbengi cité, longs de près de 18 km. ACP

## Lualaba : Des dizaines des congolais expulsés de l'Angola

Un groupe des congolais a été officiellement expulsé de l'Angola par le territoire de Dilolo. D'après un journaliste local, il s'agit d'un groupe essentiellement constitué des congolais en situation irrégulière et qui avaient traversé la frontière avant l'état d'urgence décrété par le président Félix-Antoine TSHISEKEDI.

C'est en effet grâce aux négociations entre les gouvernements congolais et angolais que ce groupe a pu regagner le territoire national le lundi 06 juillet dernier, ajoute notre source qui précise également depuis plu-

sieurs décennies, les congolais de Dilolo et certains autres en provenance d'autres provinces passent la frontière pour s'approvisionner en produits alimentaires manufacturés, des produits pharmaceutiques et du carburant qu'ils revendent à Kolwezi et à Lubumbashi.

Un autre groupe resté confiné en Angola sollicite l'intervention du Gouverneur de Lualaba, Richard MUYEJ, ainsi que des autorités nationales en vue de regagner le pays dans un délai raisonnable, indique-t-on

### Lignes maritimes congolaises

## Cédric Tshizainga en quête d'un navire



Le nouveau directeur général des Lignes maritimes Congolaises (LMC), Cédric Tshizainga Kapumba, place son mandat sous le signe de la consolidation des acquis de la gestion hérités de son prédécesseur. Il l'a indiqué lors de la remise et reprise avec son prédécesseur, Jean-Marie Elese. Il a estimé qu'une analyse de la situation de la société s'impose avant de relancer les activités de l'entreprise ajoutant que le plus grand défi à

relever est de doter la société d'un navire propre aux dimensions continentales de la RDC afin de permettre à l'entreprise de participer de manière au budget de l'Etat.

Pour y parvenir, a-t-il dit, l'élaboration d'un plan d'action avec des priorités à mener constituera le tableau de bord de l'ensemble des actions à mener.

Il s'engage à apporter un souffle nouveau à la société, appelant à l'occasion le personnel de la société au travail.

### Agriculture et développement rural

## La FIDA met à la disposition de la RDC 36,4 millions USD

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a décidé de débloquer un montant de 36,4 millions USD pour appuyer plus de 410 000 (quatre cent dix mille) ménages agricoles en République démocratique du Congo (RDC), dans le cadre du Programme d'appui au développement rural inclusif et résilient (PADRIR), indique un document de cette structure du système des Nations Unies reçu mardi à l'ACP.

Selon la source, de ce montant de 36,4 millions USD, 26,6 millions USD constituent un prêt et les 9,8 millions USD autres, un don en faveur du PADRIR.

Elle affirme que ce fond permettra d'aider ces ménages à améliorer leurs conditions de vie, précisant que l'accord de financement a été signé le 3 juillet dernier entre Gilbert Houngbo, président du FIDA et Sele Yalaghuli, ministre des Finances de la RDC.

Cet appui attend contribuer au recul de la pauvreté rurale, à la hausse des revenus des petits producteurs ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la résilience aux changements climatiques des ménages agricoles pour un coût

total de 130,4 millions USD.

Ses principaux axes d'intervention sont entre autres, l'appui à la production ; la transformation et la mise sur le marché des produits ainsi que le soutien au développement des infrastructures rurales.

Selon la même source, le projet ciblera notamment les chaînes de valeur de la production du riz, du manioc et du maïs dans le cadre de la résilience aux changements climatiques ainsi que les filières arachides, niébé et soja, dans l'optique d'un renforcement de la sécurité nutritionnelle. A ces deux groupes s'ajoutent des filières comme le maraichage, l'aquaculture, l'aviculture, l'apiculture et l'élevage de porcs, afin d'aboutir à la diversification des revenus.

Pour rappel, les activités du PADRIR seront déployées dans 4 (quatre) provinces à savoir, le Maniema, la Lomami, le Kasai Oriental et le Kasai Central où plus de 410 000 (quatre cent dix mille) ménages agricoles sont concernés. Ledit projet sera cofinancé également par le gouvernement congolais à hauteur de 14,7 millions USD, les partenaires financiers internationaux 75,9 millions USD et les bénéficiaires 3,3 millions USD.

## La Suède alloue 8,5 millions \$ en réponse aux besoins les plus urgents de l'Ituri et d'autres crises soudaines

Le Gouvernement de la Suède vient d'allouer 8,5 millions \$, en réponse aux besoins les plus urgents de l'Ituri et d'autres crises soudaines.

Les nouveaux fonds sont alloués à NRC et ICRC Africa pour permettre la protection des civils, l'accès et l'assainissement de l'eau et l'éducation dans les situations d'urgence pour les populations, les plus vulnérables, touchées par la violence armée en Ituri et au Nord-Kivu. Aussi à UNOCHA DRC pour

permettre des décaissements rapides dans des nouvelles situations de conflit ou de catastrophe en 2020. La Suède dit maintenir sa solidarité au peuple congolais.

La RDC a connu l'une de plus grandes crises mondiales avec plus de 25 millions de personnes ayant besoin de l'aide humanitaire. Les conflits en Ituri ont entraîné des attaques violentes, des nouveaux déplacements et des violations des droits de l'homme.



## Kasai-Oriental

### La gestion du gouverneur Maweja remise en cause

Se confiant à 7SUR7.CD ce mercredi 8 juillet 2020 au sujet de la gestion de la province du Kasai-Oriental par le gouverneur Jean Maweja, le député national Éric Ngalula Ilunga appelle l'Assemblée provinciale à prendre ses responsabilités en jouant pleinement son rôle.

Selon l'élu de Lupatapata dans le Kasai-Oriental, depuis l'accession du gouverneur Maweja au pouvoir, les signaux de sa gestion sont négatifs.

«Je suis un élu du Kasai-Oriental et nous apprenons tous les jours que l'incompétence règne dans le chef de l'exécutif provincial dans plusieurs secteurs de la vie provinciale» a déclaré Éric Ngalula Ilunga.

Le député national de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) invite par ailleurs l'organe délibérant du Kasai-Oriental à faire le bilan de la gestion dudit gouverneur.

«Nous en appelons à l'Assemblée provinciale de mettre en place des canaux pour faire un bilan du gouverneur Maweja depuis mai 2019 jusqu'à ce jour et tirer les consé-



quences qui s'imposent. Comment peut-on développer la province du chef de l'Etat avec une incompétence pareille? Trop c'est trop!», s'est exprimé Éric Ngalula.

À en croire l'élu de Lupatapata, Éric Ngalula Ilunga, le gouverneur Jean Maweja Muteba dirige la province du Kasai-Oriental comme «sa maison sans aucune notion de la chose publique».

Jephté Kitsita

## SUD-KIVU

### La société civile de Kalehe sollicite le renforcement des unités Fardc



MONUSCO - Abel Kavanagh

Dans une lettre adressée mercredi 8 juillet aux autorités militaires de la province du Sud-Kivu, la société civile de Kalehe demande le renforcement des unités de l'armée dans cette partie de la province.

Cette structure citoyenne sollicite également l'organisation des opérations conjointes Nord-Kivu/Sud-Kivu pour en finir avec les groupes armés qui opèrent aux limites de ces deux provinces, notamment la présence des groupes armés locaux et étrangers dans plusieurs localités de ce territoire. A cela s'ajoute la détention illégale d'armes par des civils.

«Bien qu'il y ait des efforts qui sont menés et qui sont en train d'être menés, pour la restauration de la paix et la consolidation de l'autorité de l'Etat dans tout Kalehe, il y a encore de l'instabilité dans le territoire, causée par l'activisme des éléments résidus des CNRD à Rutare, Ciambeho, Kamatare dans le groupement de Ziralo, et Nyamutari et Bushengeshenge dans le groupement de Mubugu. Mais aussi il y a la présence des bandits armés qui sèment la terreur, les barbaries populaires, les conflits fonciers et la consommation des vies des citoyens congolais», a déclaré

le président du cadre de concertation de la société civile du territoire de Kalehe, Delphin Birimbi.

Pour lui, la situation sécuritaire reste toujours instable dans le territoire de Kalehe.

«C'est pour cela nous avons demandé au commandant de la 33e région militaire de songer encore au déploiement des unités de la force loyaliste dans les zones non couvertes, mais également d'organiser des opérations conjointes dans le Nord et le Sud Kivu pour traquer tous les groupes armés et les Nyatura qui sont actifs aux limites des deux provinces», a-t-il indiqué.



Rond-point Nyamwisi à Beni (Nord-Kivu). Mai 2020. Radio Okapi/Ph Marc Maro Fimbo

## Sud-Ubangi

### Mise en place d'un comité de monitoring de violation des droits humains

Un comité local de droit de l'homme a vu le jour ce mercredi 08 juillet 2020, au terme d'une tribune libre d'expression populaire organisée par la Voix de Sans Voix pour les droits de l'homme à Gemena, chef-lieu du Sud-Ubangi, à l'intention des leaders d'opinion de cette province.

«La mission du comité qui est mis sur pied c'est de faire le monitoring de tous les cas de violation des droits humains et aussi parce que déjà la culture des revendications citoyennes est instaurée pour voir comment se lever et faire une action par rapport à certaines questions méthodiquement et conformément à l'éthique et la philosophie des droits humains», a dit à 7SUR7.CD Jules Mopila, représentant de la Voix de Sans Voix pour les droits de l'homme dans la province du Sud-Ubangi.

Avant la mise en place de ce comité, les participants à cette tribune libre d'expression populaire, qui a connu l'appui de l'organisation internationale «National Endowment for Democracy» (NED), ont fait

l'état de lieu des problèmes réels de la population du Sud-Ubangi dans plusieurs secteurs de la vie sociale notamment route; éducation; santé; énergie, habitat; agriculture, pêche et élevage; bonne gouvernance et lutte contre la corruption.

Ils ont passé en revue le programme de 100 premiers jours du président Félix Tshisekedi au Sud-Ubangi et les différentes promesses des autorités tant nationales que provinciales faites à la population Sud-Ubangienne et précisent que rien de concret n'est encore fait pour améliorer le social de la population du Sud-Ubangi.

C'est ainsi que ces leaders d'opinion ont pris l'engagement de déposer un cahier de charge aux autorités tant du gouvernement central que provincial afin de trouver des solutions aux problèmes sociaux de base de la population du Sud-Ubangi.

César Augustin Mokano Zawa, à Gemena

## Ituri

### Au moins 25 morts dans une attaque rebelle à Djugu

Une attaque des présumés miliciens CODECO (coopérative pour le développement du Congo) a été enregistrée ce mercredi 08 juillet 2020, au village Bunzenzele, groupement Keshoshindele, dans le secteur des Banyali-kilo en territoire de Djugu, province de l'Ituri.

Le chef du secteur des Banyali-kilo qui confirme cette attaque, dresse le bilan de 25 personnes tuées, plusieurs autres blessées et des maisons incendiées par ces malfrats.

«Ces assaillants munis d'armes à feu et blanches sont arrivés vers 4h du matin en grand nombre. Ils ont réussi à déstabiliser les forces loyalistes qui étaient en position dans ce village, avant de commettre leur

forfait. Le bilan provisoire est de 25 morts, plusieurs blessés et des maisons incendiées», a déclaré Innocent Madukadala, joint au téléphone par 7SUR7.CD.

Ce chef coutumier indique que les corps des victimes gisent au sol jusqu'à présent.

Il sied de noter que plusieurs attaques des miliciens CODECO sont enregistrées dans les différents villages du territoire de Djugu, depuis l'arrivée à Bunia d'une délégation des leaders d'anciens groupes armés de l'Ituri, envoyés par le chef de l'Etat congolais Félix Tshisekedi pour sensibiliser les éléments de ladite milice, à déposer les armes.

Séraphin Banangana depuis Bunia

## Nord-Kivu

### Les déplacés de Kainama ont cruellement faim

Plus de 5800 personnes déplacées des récentes attaques des ADF à Kainama, localité du groupement Banade-kanima (Nord-Kivu) vivent depuis plus de trois semaines sans aucune assistance humanitaire.

Selon le président de la société civile du groupement Bambuba-Kisiki, Bravo Vukulu, ces personnes viennent s'ajouter à d'autres déplacés de plu-

sieurs localités riveraines d'Erigenti qui sont aussi dans une situation de vulnérabilité.

«La situation des déplacés qui sont à Kainama est tellement déplorable, vous savez depuis maintenant trois semaines aujourd'hui, il y a eu des affrontements aux alentours de groupement de Banade-Kainama et de Bambuba-Kisiki et ceci a causé plusieurs déplacements de populations dans le groupement de Banade-Kainama, est surtout ceux qui sont venus de Mukondi, Bolou, Kakuka, Bulemba et consorts tous ces gens-là, la majorités se concentrée dans le groupement de Banade-Kainama et nous avons recensé un nombre de plus de 5800 déplacés qui sont en train de passer un vie très pénible au niveau du groupement de Banade-Kainama», a déclaré Bravo Vukulu qui plaide pour une assistance humanitaire à ces déplacés.

RO



Fonds contre covid-19

# Eteni Longondo mis en cause par son vice-ministre !

Confronté à une grève des professionnels de la santé impayés depuis des mois, le vice-ministre de la santé de la République démocratique du Congo a accusé mercredi d'autres membres du gouvernement de toucher des pots-de-vin dans le cadre de contrats publics liés à la lutte contre le coronavirus. Le vice-ministre Albert M'peti Biyombo a confirmé mercredi à l'agence Reuters l'authenticité d'un memorandum marqué «très confidentiel» qu'il avait adressé au Premier ministre sur cette affaire et dont une copie circule sur les réseaux sociaux. «Je ne sais pas comment ce mémo a été divulgué», a déploré le ministre. L'opacité dans la gestion des fonds alloués à la riposte contre covid-19, telle est le souci exprimé par le vice-ministre Albert M'peti

Biyombo dans son memorandum adressé au Premier ministre.

En effet, le vice-ministre de la santé du gouvernement central accuse le ministre Eteni Longondo de gestion calamiteuse, gabegie financière et surtout égoïsme dans la signature de décaissement des gros montants sans pour autant associer le vice-ministre alors que ce dernier devrait, selon la loi, contresigner tout document à utilité transactionnelle.

Daté au 29 juin, soit la veille de la commémoration de la fête de l'indépendance de la RDC, le memorandum pointe du doigt des membres du gouvernement sans toutefois les nommer. Ils auraient détourné les fonds alloués par l'État congolais et ses partenaires pendant que les hôpitaux publics manquent de médicaments et

d'équipements de base. La semaine dernière, les agents de la santé de la ca-

pitale Kinshasa ont entamé une grève partielle pour protester contre le non-

paiement de leurs primes pendant des mois. Ce mercredi, le personnel médical a manifesté dans plusieurs villes, dont Bukavu, Kisanгани, Bandundu, Beni et Kinshasa, selon des témoignages diffusés sur Twitter.

Dans son memorandum, le vice-ministre de la santé dénonce l'existence de «réseaux mafieux» qui exigent des pots-de-vin «jusqu'à hauteur de 35%» pour l'attribution de contrats. M. Biyombo demande l'ouverture d'un audit financier de la riposte au coronavirus. Il semble indexer aussi son ministre de tutelle, le Dr Eteni Longondo. Selon le vice-ministre, Dr Longondo avait signé le décaissement de sommes importantes pour des ambulances, des lits et d'autres équipements médicaux sans demander la contre-signature de son adjoint, ce qui est contraire aux règles de passation des marchés publics. Le ministre Longondo n'a pas réagi immédiatement à une demande de commentaires. La veille, il s'était défendu selon nos confrères de Top Congo, affirmant que «la paie des agents de la riposte n'est pas gérée par le ministère, mais la Primature». En mars, le prédécesseur du Dr Longondo, l'ancien ministre de la santé Oly Ilunga, a été condamné à cinq ans de travaux forcés pour avoir détourné plus de 400 000 dollars destinés à la riposte contre la maladie à virus Ebola. Ce dernier dénonce un vice de procédure.

Contrairement à la normalisation de la situation, il s'est créé, toujours selon Albert M'peti, un réseau mafieux en connivence avec les membres du cabinet du ministère pour dilapider les finances venues des partenaires.

Louis-Paul Eyenga  
Lire ci-contre l'intégralité du memorandum :

de la Santé. Cette gestion des Fonds alloués par le Gouvernement et des Fonds reçus de nos partenaires techniques et financiers se fait en dehors de toute orthodoxie financière. Le Ministre de la Santé signe seul le décaissement de gros montant et ne m'a jamais associé dans la gestion de ces fonds sauf, des petites sommes, alors que je devais contresigner suivant les prescrits de l'ordonnance N°20/016 du 27 mars 2020 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaborations entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement, spécialement en son article 21. Les décaissements des sommes importantes (préparation achats de lits, ambulances, autres équipements médicaux...).

Au Ministère de la Santé Il existe des solides réseaux mafieux créés à dessein pour détourner ces Fonds. Certains membres du Cabinet, en intelligence avec ces réseaux mafieux, dilapident systématiquement les Fonds alloués par le Gouvernement et les partenaires. Ces réseaux mafieux exigent des retro commissions jusqu'à hauteur de 35% auprès des structures bénéficiaires de ces Fonds.

Pendant que les hôpitaux de l'Etat à Kinshasa comme à l'intérieur manquent cruellement des médicaments et autres intrants, le personnel soignant commis à la lutte contre la COVID 19 accuse des arriérés de paiement de plus de deux mois, je subis régulièrement des pressions pour signer des documents financiers non prioritaires et complaisants dont :

1. Le bon d'engagement N° 023866 concernant l'achat de produits pharmaceutiques, d'entretien et hygiéniques en faveur de la polyclinique Pierrot NKETI pour un montant de 23.300.588, 20 CDF (vingt-trois millions trois cents mille cinq cents quatre-vingt-huit) ;
2. L'ordre de paiement N°1250/CAB/MIN/S/ /CF/OJM/2020 d'un montant 122.197.075 CDF (cent vingt-deux millions cent nonante sept mille septante cinq francs congolais) en faveur de Madame DIAZELOMOKA WALELA Gina, Administrateur Gestionnaire Titulaire de l'Hôpital Kimbanguiste de Kinshasa pour le paiement des factures des malades insolubles libérés sur ordre du Ministre de la Santé après son passage à cet hôpital le 19 mai 2020. Cette somme devrait être débitée au compte N°0001800502320000008869 intitulé MINISTERE DE LA SANTE/COVID 19. Après vérification, il s'avère que l'Hôpital Kimbanguiste de Kinshasa n'est pas repris parmi les structures hospitalières sélectionnées comme les Cliniques Universitaires de Kinshasa, Centre Hospitalier Monkole, Clinique Ngaliema, Saint Joseph, Vijana, Hôpital de

référence de Monkole et l'Hôpital de l'Unité Sino-Congolaise qui reçoivent les malades atteints du Coronavirus COVID 19.

C'est ainsi que j'ai refusé de signer les deux documents précités.

Excellence Monsieur le Premier Ministre, vous vous souviendrez que lors de deux dernières réunions du Conseil des Ministres (du vendredi 19 et 26 juin 2020) ainsi que dans ma correspondance N°1250/CAB/MIN/S/047/VM/2020 du 24 juin 2020, j'avais sollicité un audit sur la gestion des Fonds alloués au Ministère de la Santé dans le cadre de la lutte contre la COVID 19.

Afin d'éviter à la République le paiement des dépenses non éligibles qui s'élèvent déjà à plus de 8 millions de dollars auprès de la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International et autres partenaires techniques et financiers comme ne cesse de le rappeler Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances sous votre leadership, j'ai voulu attirer votre attention sur la gestion désastreuse et antipatriotique des Fonds destinés à lutter contre la COVID 19.

Comme républicain et digne Fils de ce pays, je me devais de vous faire ce rapport avec un sens de l'Etat prononcé pour que le programme que Vous avez présenté à l'Assemblée Nationale, Sous le leadership de Son Excellence Monsieur le Président, Chef de l'Etat réussisse, me taire serait synonyme de la trahison devant la nation.

Je me tiens à la disposition de l'autorité que vous êtes et qui incarne le Gouvernement de la République.

Albert M'PETI BIYOMBO

République Démocratique du Congo Kinshasa, le 29 JUIN 2020

Ministère de la Santé  
Le Vice-Ministre

TRES CONFIDENTIEL

Mémoire à l'attention de Son Excellence  
Monsieur le Premier Ministre, Chef du  
Gouvernement  
(Avec l'expression de ma très haute et parfaite considération)

Transmis copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat  
(Avec l'expression de mes hommages les plus déférentes)
- Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances  
(Avec ma parfaite considération)
- Monsieur le Secrétaire Général du Gouvernement

Concerne : Gestion financières du Ministère de la Santé et Fonds COVID 19.

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

Je me permets de solliciter toute votre bienveillante attention pour l'examen du dossier concernant la gestion financière du Ministère de la Santé et des Fonds alloués pour la lutte contre la COVID 19.

En effet, en ma qualité de Vice-Ministre de la Santé du Gouvernement de la République, je me fais le devoir républicain de vous apporter des informations sur la gestion calamiteuse et opaque de ces Fonds car ayant l'intime conviction qu'il y a une gabegie financière et l'affairisme qui ont élu domicile au Ministère

Immeuble du Gouvernement, 2ème niveau, Croisement des Avenues Justice et Père Boka (Boulevard du 30 Juin, Place Royale)  
Tél : +243 (0) 81 999 23 23  
ampti@hotmail.com  
KINSHASA/CONGO



# Indépendance cha cha : et depuis lors?

La République démocratique du Congo célèbre les soixante ans de sa décolonisation, qui ne signifie pas forcément 60 ans d'indépendance effective. Grâce à une triste actualité brûlante, des épisodes douloureux de l'histoire de ce vaste pays sont intensément rappelés, commentés, discutés.

La brutalité et la barbarie des agents de Léopold II pour rentabiliser ce vaste territoire que le roi des Belges réussit à s'arroger au cœur de l'Afrique. Le sang congolais sur le marché de l'ivoire, de l'hévéa, du caoutchouc, selon les besoins de l'industrie européenne de l'époque. Un roi qui ferma les yeux et les oreilles face à toutes les dénonciations dont ses pratiques firent l'objet, tant il était focalisé sur ses seules préoccupations mercantilistes. L'exploitation coloniale belge poursuivit le modèle léopoldien, avec une administration coloniale dont les intérêts de la métropole l'emportaient sur toute autre considération favorable aux indigènes. Dans la colonie belge cohabitaient deux mondes parallèles et dif-

férents : le monde du colonisateur, idéalisé ; et celui du colonisé, à transformer, à faire « évoluer ». Chacun de ces modèles avait ses règles et ses procédés, ses droits et ses obligations qui en conditionnaient et orientaient le développement. L'organisation et le fonctionnement de la société coloniale rappelaient en permanence au noir qu'il était différent de l'homme blanc, il était et devait demeurer l'inférieur soumis.

nisation, c'est en démontrer toutes les facettes, et démonter toutes les fausses évidences répandues. Si aujourd'hui beaucoup de gens croient à tort que la Belgique ne fait qu'aider le Congo depuis des années, il faut rappeler comment après la seconde guerre mondiale, la petite Belgique a pu s'en sortir sans endettement extérieur, grâce aux réserves de la colonie, alors que les autres pays européens engagés dans le conflit en sortirent lourdement endettés. C'est rappeler aussi comment, après la Table ronde économique d'avril 1960, des fleurons du portefeuille de l'état congolais passèrent sous le giron belge, grâce à une manœuvre du colonisateur procédant à des réformes légales approuvées par des futurs dirigeants postcoloniaux qui n'en mesuraient pas la portée. C'est redire comment la jeune et fragile démocratie naissante dans le Congo Indépendant avait été décapitée avec l'assassinat de Patrice Lumumba et la sécession du Katanga, deux opérations commanditées par la Belgique, alors que

Mais à l'occasion de la célébration de ce soixantenaire de l'indépendance du Congo, on ne doit pas se contenter d'une lecture passiviste de l'histoire de ce pays. Ni se servir des

des d'approvisionnement et de production de grandes firmes européennes et internationales, qui feignent d'en ignorer l'origine criminelle. Aujourd'hui, si certains historiens

***Les années Kabila (père et fils) y ont déversé de nombreux seigneurs de guerre qui sèment la terreur et la cruauté dans l'occupation et l'exploitation d'un pays self-service.***

***Les années Mobutu avaient mis à terre l'économie et réduit quasi à néant l'appareil étatique du pays***

férents : le monde du colonisateur, idéalisé ; et celui du colonisé, à transformer, à faire « évoluer ». Chacun de ces modèles avait ses règles et ses procédés, ses droits et ses obligations qui en conditionnaient et orientaient le développement. L'organisation et le fonctionnement de la société coloniale rappelaient en permanence au noir qu'il était différent de l'homme blanc, il était et devait demeurer l'inférieur soumis.

Sous les deux régimes donc, les Congolais payèrent le prix fort de l'expansion capitaliste du 19<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> siècle.

Il a fallu attendre la fin de la deuxième guerre mondiale, pour que l'évolution du contexte global impose au colonisateur de tenir compte des aspirations et revendications légitimes des autochtones. Des investissements furent réalisés dans les secteurs sociaux (éducation, santé, logement), et progressivement s'imposa la prise en compte des droits civils et politiques dévolus aux colonisés. Un élan nouveau, qui déboucha sur la proclamation de l'indépendance officielle du Congo le 30 juin 1960 !

Enseigner l'histoire de la colo-

le Congo venait d'être déclaré indépendant. Jusqu'à sa mort en 2000, le commissaire de police belge Gérard Soete se vantait d'avoir disséqué à la scie les corps de Patrice Lumumba et ses compagnons d'infortune (Mpolo et Okito), avant de les dissoudre dans l'acide ; et déclarait même détenir – comme un trophée de guerre – des dents du père de l'indépendance du Congo. Mais cet agent colonial vécut paisiblement en Belgique sans aucune poursuite pour ce crime odieux !

Dans l'élimination de Lumumba comme dans l'installation puis la consolidation du sinistre régime de Mobutu, la Belgique fut à l'avant-plan du néocolonialisme et de l'impérialisme occidental. Au nom de la guerre froide, le Congo (Zaire) fut alors la plaque tournante des stratégies occidentales visant à contenir l'expansion du communisme en Afrique centrale. Des opposants à la dictature de Mobutu furent ainsi systématiquement éliminés ou contraints à l'exil, jusqu'à l'avènement de la Perestroïka de Gorbatchev et la chute subséquente du mur de Berlin qui amenèrent un vent nouveau sur l'échiquier géopolitique mondial.

dénonciations des travers et des crimes du système colonial et de ses relents postcoloniaux pour occulter d'autres évolutions historiques tout aussi déplorables. Notamment l'échec cuisant des élites congolaises postcoloniales à transformer ce pays en havre de paix et de prospérité pour ses ressortissants. Au lieu de cela, ces élites postcoloniales ont mis en place un système de prédation et de corruption généralisée qui inhibe tout espoir de redressement, avec une classe politique qui se fourvoie et se dévoie.

Alors même que, en 1960, le Congo comptait parmi les pays les plus prospères, avec des infrastructures parmi les plus développées du continent africain, qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Il n'est pas rare d'entendre les plus anciens du Congo évoquer avec nostalgie la période coloniale, où ils avaient des meilleurs salaires, une meilleure éducation, des bons soins de santé, etc.

Les années Mobutu avaient mis à terre l'économie et réduit quasi à néant l'appareil étatique du pays. Les années Kabila (père et fils) y ont déversé de nombreux seigneurs de guerre qui sèment la terreur et la cruauté dans l'occupation et l'exploitation d'un pays self-service.

Les ressources naturelles, dont certaines sont de plus en plus prisées sur les marchés mondiaux en fonction des besoins industriels actuels, continuent à faire couler le sang des Congolais, dans l'indifférence du monde dit civilisé. Au moment où l'on dénonce le racisme et ses racines coloniales, son impact durable sur les diasporas et leurs enfants, l'Est du Congo continue d'être le théâtre d'exactions répétitives de groupes armés ou d'armées étrangères qui massacrent et terrorisent les populations locales aux fins d'exploiter illégalement des minerais et autres produits précieux. Et ces matières premières atterrissent dans les chaî-

évoquent le chiffre de 5 à 10 millions de morts causés par la brutalité ou la dureté de la vie dans le système d'exploitation à l'époque de Léopold II, il est frappant de constater que dans les dernières guerres menées par des pays voisins (Rwanda et Ouganda en particulier) avec leurs complices nationaux sur le sol congolais, les estimations de pertes en vies humaines oscillent dans les mêmes proportions ! Et on continue à dérouler le tapis rouge pour des bourreaux qui prospèrent ainsi sur le sang de ces pauvres populations...

Il ne faut donc pas se limiter à incriminer le seul passé lointain. Le triste sort des populations congolaises spoliées de leurs richesses naturelles incite à une introspection dynamique qui questionne aussi le présent. Des millions de morts de la période coloniale méritent justice et réparation. Les millions des morts de la barbarie récente méritent la même justice aussi. Et face à tant d'autres drames qui se déroulent sous nos yeux actuellement, personne ne pourra dire qu'il ne savait pas... En même temps qu'elle s'engage à revisiter son passé colonial, envisage la formulation d'excuses, la Belgique pourrait porter au premier plan une revendication européenne pour la création d'un tribunal international spécial pour juger les crimes commis au Congo.

Enfin, qu'est-ce qui a changé pour les Congolais ? En quoi le pays est-il démocratique ou indépendant ? A l'impérialisme occidental souvent dénoncé se sont ajoutées d'autres formes d'impérialisme, au bénéfice de nouveaux acteurs et prédateurs venus de partout (Rwanda, Ouganda, Chine, Inde, et autres...). Soixante ans après, les Congolais attendent toujours l'avènement du mieux-être et semblent en quête d'une seconde indépendance.

Dieudonné Wamu  
Oyatambwe  
Politologue



## UNION EUROPEENNE

## Angela Merkel appelle à l'adoption rapide du plan de relance

La chancelière Angela Merkel a appelé mercredi les Européens à la solidarité et à une adoption cet été du plan de relance massif destiné à sortir de la crise du coronavirus. Elle a prononcé un discours devant les eurodéputés pour le début de la présidence allemande de l'UE.

« Nous avons besoin d'une solidarité extraordinaire, tout le monde y est prêt, l'Allemagne en particulier, pour surmonter la pandémie, pour assumer ses conséquences », a déclaré la chancelière. Un sommet extraordinaire est prévu à Bruxelles les 17 et 18 juillet, le premier réunissant physiquement les dirigeants des 27 pays de l'UE depuis la pandémie.

Ils devront se prononcer à l'unanimité, ce qui promet d'après tractations sur le plan de relance de 750 milliards d'euros (797,5 milliards de francs) proposé par la Commission européenne. Cette proposition est adossée au budget à long terme de l'Union européenne (2021-2027) d'un montant de 1100 milliards d'euros.

« Notre objectif commun est de trouver un point d'accord rapide car le temps presse en raison de la crise économique. Nous ne devons pas perdre de temps. Les plus pau-



vres paient les pots cassés », a poursuivi la dirigeante allemande, dont le pays a pris le 1er juillet la présidence semestrielle de l'UE. Elle a averti que tous devraient « faire des compromis ».

« Il est important que les régions qui sont particulièrement touchées par la crise et les personnes qui vivent dans ces régions bénéficient de notre solidarité. C'est notre intérêt à tous », a souligné Angela Merkel.

Mais « les efforts qui sont nécessaires aujourd'hui ne doivent pas simplement être fournis par les pays les plus forts économiquement », a-t-elle ajouté, en direction des pays

dits « frugaux » – Pays-Bas, Autriche, Suède, Danemark – très réservés sur ce plan qui bénéficiera avant tout aux pays du Sud, les plus touchés par la pandémie.

Prêts aux Etats membres

Angela Merkel s'est réjouie que la Commission européenne ait « repris beaucoup d'aspects » d'une initiative du couple franco-allemand sur un plan de 500 milliards d'euros de subventions financé par une dette européenne commune, un virage à 180 degrés de la part de Berlin. Sur les 750 milliards d'euros proposés par la Commission, 500 milliards d'euros seraient en effet redistribués sous forme de subventions, les 250 milliards d'euros restant prenant la forme de prêts aux Etats membres.

S'exprimant dans la foulée, la présidente de la Commission européenne, l'Allemande Ursula von der Leyen, ancienne ministre de la Défense d'Angela Merkel, a aussi insisté sur une adoption rapide de ce plan et du budget européen. « Il faut un accord maintenant, dans les prochaines semaines, pour ouvrir la voie à tous les autres sujets auxquels nous voulons nous attaquer », a-t-elle dit.

letemps.ch

## LIBYE

## Le chef de l'ONU dénonce une « interférence étrangère » sans précédent

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a dénoncé mercredi une « interférence étrangère ayant atteint des niveaux sans précédent » en Libye, avec « la livraison d'équipements sophistiqués et le nombre de mercenaires impliqués dans les combats ».

S'exprimant lors d'une visioconférence ministérielle du Conseil de sécurité, Antonio Guterres a notamment exprimé son inquiétude sur le regroupement de forces militaires autour de la ville de Syrte, située à mi-chemin entre Tripoli à l'ouest et Benghazi à l'est.

« Concentration militaire alarmante »

alarmante

Les forces du Gouvernement d'union libyen (GNA), basé à Tripoli et reconnu par l'ONU, « avec un soutien externe significatif, continuent leur avance vers l'est et sont maintenant à 25 km à l'ouest de Syrte », a-t-il relevé. Dans le passé, les forces du GNA ont tenté à deux reprises de prendre la ville, a précisé le chef de l'ONU. Soutenu par la Turquie, le GNA est opposé aux forces du maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'est libyen, notamment appuyé par l'Egypte et les Emirats Arabes Unis.

« Nous sommes très préoccupés par la concentration militaire

alarmante autour de la ville et le haut niveau d'interférence étrangère directe dans le conflit en violation de l'embargo sur les armes décrété par l'ONU, les résolutions du Conseil de sécurité et les engagements pris par les Etats membres à Berlin » en janvier, a insisté Antonio Guterres. Il n'a désigné aucun pays en particulier.

Future zone démilitarisée ?

Le secrétaire général a aussi indiqué que les discussions menées par l'ONU avec des représentants militaires des deux parties portaient notamment sur « le départ des mercenaires étrangers », une « coopération antiterroriste », un « désarmement et une démobilisation », ainsi que sur « la possibilité d'un mécanisme de cessez-le-feu ». Il a aussi évoqué sans détails la possibilité de créer une « zone démilitarisée » dont le contrôle serait confié à la mission de l'ONU présente en Libye.

La présence en Libye de mercenaires russes et syriens (affiliés au régime syrien pour ceux combattant avec les troupes de Haftar, et relevant de l'opposition pour ceux présents au côté des forces du GNA) a été souvent évoquée depuis le début de l'année. Les dernières activités militaires au sud de Tripoli et dans la région de Tarhouna se sont traduites par la fuite de près de 30.000 personnes, portant le nombre de déplacés internes en Libye à plus de 400.000, a aussi déploré le chef de l'ONU.

Le Figaro avec AFP

## L'ONU appelle à prévenir la prochaine pandémie

Un nouveau rapport intitulé « Prévenir la prochaine pandémie : les zoonoses et comment briser la chaîne de transmission », initié par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) avertit que de nouvelles flambées de pandémies apparaîtront à moins que les gouvernements ne prennent des mesures pour empêcher d'autres maladies zoonotiques de pénétrer dans la population humaine, rapporte le site d'information de l'ONU (Onu. Info).

« La science est claire : si nous continuons à exploiter la faune et à détruire nos écosystèmes, nous pouvons nous attendre à voir un flux constant de ces maladies passer des

animaux aux humains dans les années à venir », a déclaré la Directrice exécutive du PNUE, Inger Andersen.

Pour prévenir de futures épidémies, elle a appelé à une prise de conscience collective sur la protection de notre environnement naturel.

Selon elle, l'Afrique qui a connu et répondu à un certain nombre d'épidémies zoonotiques pourrait être une source de solutions importantes pour éviter les flambées futures.

Chaque année, quelque deux millions de personnes, principalement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, meurent de zoonoses négligées, note-t-on.

## NIGERIA

## Le directeur de l'agence anticorruption dans le collimateur de la justice

À Nigeria, l'EFCC, l'agence nationale de lutte contre les crimes financiers, est dans la tourmente. Son président Ibrahim Magu a passé les trois dernières nuits dans une cellule de prison à Abuja. Il est visé par une enquête à la suite d'accusations de détournements de fonds.

Le patron de l'agence anticorruption a été interpellé dans son bureau d'Abuja avant d'être placé en détention. Depuis trois jours, les enquêteurs interrogent Ibrahim Magu sur ses activités après une série d'accusations ces derniers mois.

Le ministre nigérian de la

Justice soupçonne le président de l'EFCC de s'être approprié des biens saisis pendant des perquisitions. Un détournement supérieur à 100 millions de dollars américains, selon une note destinée au président Muhammadu Buhari qui a fuit le mois dernier.

Du côté de la présidence nigériane, c'est le silence radio depuis le début de l'affaire. Il faut dire que c'est le chef de l'État qui a nommé Ibrahim Magu à son poste il y a cinq ans alors que la lutte contre la corruption était l'une des priorités affichées par le président Buhari depuis son élection en 2015.

RFI

## Hong Kong

## La Chine s'en prend à la France et à l'Australie

La Chine a réagi avec colère jeudi contre la France et l'Australie, après des réactions de ces deux pays sur la nouvelle loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin à Hong Kong.

Le Premier ministre australien Scott Morrison a annoncé jeudi que les visas d'environ 10 000 Hongkongais vivant dans le pays seraient prolongés de cinq ans « avec une possibilité de résidence permanente à l'issue de cette période ».

En 1989, après la répression de la place Tiananmen, Canberra avait pris une mesure similaire en offrant sa protection à des milliers d'étudiants chinois et à leurs familles.

Le gouvernement australien a par ailleurs décidé de suspendre son traité d'extradition avec Hong Kong en raison d'un changement fondamental de la situation dans le territoire semi-autonome, selon le Premier ministre. L'Australie est en train d'adapter ses lois, son programme d'immigration [...] pour traduire les changements que nous voyons s'opérer, a-t-il souligné lors d'une conférence de presse.

La réponse de Pékin ne s'est pas fait attendre. Elle est venue, quelques heures plus tard, de l'am-

bassade de Chine à Canberra.

La Chine déplore profondément et s'oppose aux accusations et aux mesures sans fondement annoncées par l'Australie, a regretté dans un communiqué un porte-parole de l'ambassade.

Nous demandons instamment à la partie australienne de cesser immédiatement de s'ingérer dans les affaires hongkongaises, a-t-il ajouté.

Mise en garde de l'Australie

La ministre australienne des Affaires étrangères Marise Payne a expliqué que la situation à Hong Kong avait été évoquée lors d'une réunion jeudi de la puissante alliance de renseignement dite des Five Eyes avec les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et la Nouvelle-Zélande.

Quelques minutes avant les annonces du Premier ministre, le ministère des Affaires étrangères avait mis en garde ses ressortissants vivant à Hong Kong contre un risque de détention depuis l'entrée en vigueur de cette loi.

Dans une mise à jour de ses conseils aux voyageurs, il a exhorté ses ressortissants à reconsidérer leur besoin de rester à Hong Kong s'ils s'inquiètent de cette nouvelle loi qui peut être interprétée de manière large.

## Le Maroc autorise le retour de ses ressortissants et des résidents étrangers

Les Marocains et les résidents étrangers au Maroc seront autorisés à revenir dans le royaume à partir du 14 juillet, a annoncé le gouvernement marocain mercredi, sans avancer de date sur la réouverture des frontières aux touristes.

Seuls les voyages par voies aérienne et maritime seront autorisés, avec l'obligation de présenter à l'embarquement un test de dépistage du Covid-19 négatif de moins de 48 heures, a ajouté le gouvernement dans un communiqué. « Les compagnies aériennes nationales programmeront autant de vols que nécessaires pour la réussite de cette opération », tandis que des ferrys seront programmés exclusivement au départ de Sète (France) et de Gênes (Italie), selon la même source.

Aucune annonce n'a été faite sur la date de réouverture générale des frontières, fermées depuis mi-mars pour lutter contre la pan-

démie de nouveau coronavirus. Secteur clé de l'économie marocaine, le tourisme a depuis vu ses recettes plonger.

Quelque 11.000 Marocains bloqués aux quatre coins du monde, sur près de 40.000, ont pu regagner leur pays ces dernières semaines à bord de vols spéciaux affrétés par Rabat.

Début juin, Rabat a commencé à assouplir les mesures de restrictions prises mi-mars, et fin juin, il a accéléré son déconfinement avec la réouverture des cafés, restaurants et salles de sport ainsi que la reprise du tourisme intérieur et des déplacements interurbains.

L'état d'urgence sanitaire reste en vigueur jusqu'au 10 juillet et le port du masque est obligatoire.

Environ 14.700 cas de contamination, dont 242 décès, ont été officiellement détectés dans ce pays de 35 millions d'habitants.



# Vers un Musée de la musique congolaise au Village Molokai ?

La vie artistique de Papa Wemba, c'est le Village Molokai ou Mont Ngaliema ? Érigé un studio d'enregistrement dans sa résidence privée est-il un choix du lieu ? Et Matonge, son village Molokai ? nous revenons dans ce dossier complet sur le lieu d'installation du Musée Papa Wemba.

D'abord tout a commencé avec cette proposition du rachat par le gouvernement congolais de la parcelle de l'illustre disparu mise en vente par la veuve. Ainsi, selon le compte rendu du conseil des ministres, l'objectif est d'en faire un musée et un studio d'enregistrement.

« Certaines personnes veulent profiter de la maison de Papa Wemba pour bouffer »

Après cette annonce, les langues se sont déliées dans tous les sens. Tous à l'unanimité ont salué ce geste visant à faire de cette résidence un patrimoine. Mais, il se pose un problème, selon certains avis, de l'approche. Papa Wemba, son histoire de gloire est liée au Village Molokai, Matonge.

Journaliste, ami du défunt et professeur en sociologie africaine, Zacharie Babaswe s'est prononcé ouvertement sur sa page facebook lors d'une séance live « Grand Lisolo Indépendance ». Pour celui que Koffi Olomide a surnommé « Le Molah de la presse », Papa Wemba, de son vivant, n'allait pas autoriser même pas une minute que sa résidence privée devienne un studio d'enregistrement. « Certaines personnes veulent profiter de la maison de Papa Wemba pour bouffer. Je m'adresse ici tant qu'ami de Papa Wemba, professeur en sociologie africaine mais pas comme un profiteur de Papa Wemba » déclare Zacharie Babaswe. A ce Directeur Général de la télévision Direct TV d'ajouter que « Cette résidence appartient à Maman Amazone qui a le plein droit de la vendre à l'Etat congolais et perdra de ce de tous les droits sur la parcelle en question. Cette maison peut être transformée en un musée. La recette générée par ce dernier sera remis à la disposition de sa famille biologique et une partie à l'état congolais pour l'entretien du musée et de son personnel. Sa maison doit être un milieu de re-

cueillement qui répond au caractère de la vie intime de l'artiste ».

Nyoka Longo, interpelle t-il, vous êtes l'ami d'enfance de Papa Wemba et vous avez une voix qui porte, ne laissez pas certains



innocents concevoir des projets à la Présidence pour continuer de manger à la tête de Papa Wemba bien que mort.

Faisant le parallélisme avec la résidence de Soweto de Nelson Mandela en Afrique du Sud, de Fela Nkuti, Zacharie Babaswe pense que le Village Molokai et sa résidence de Mont Ngaliema doivent devenir des musées. « Le studio doit faire l'objet des PME privés. Je vais écrire à qui de droit en tant que professeur de la Sociologie africaine pour l'expliquer le bien-fondé de ma démarche », promet-il.

À Matonge, ... les fanatiques protestent !

Lui qui était un adepte de la Sape, dans ce musée, l'on retrouvera, propose-t-il, ses habits avec des histoires derrière les prestations scéniques et des affrontements des sapeurs.

A ce sujet, ce sociologue souligne que les jeunes du Musée National seront formés pour mieux relater cette histoire aux

nombreux visiteurs. Ce travail, affirme Zacharie, doit être aussi valable pour l'espace mythique de 1-2-3 qui doit être aussi racheté par l'Etat congolais pour en faire un patrimoine national puisqu'il regorge une



partie de l'histoire de la RDC surtout de sa musique.

Ce journaliste culturel préconise qu'un travail de recensement des maisons des hommes de la culture disparus soit fait pour renforcer cette proposition gouvernementale.

Dans la commune de Kalamu, à Matonge, au Village Molokai, les villageois ne sont pas surpris de cette énième annonce du gouvernement congolais. Sur place sur l'avenue Kanda-Kanda, là où Vieux Bokul a fait ses premiers pas de sa glorieuse carrière musicale, les fanatiques, la famille et artistes déclarent tout haut qu'on ne peut pas parler du Musée du roi de la rumba sans pouvoir penser avant tout à Molokai.

L'un des membres de sa famille n'a pas manqué des mots. Une Nièce du leader de Viva La Musica qui a requis l'anonymat trouvée dans cette parcelle familiale de Papa Wemba note que sous l'aire Kabila, le Ministre de la culture de l'époque est venu surplace pour confirmer qu'un musée sera construit au village Molokai après avoir acheté cette parcelle et les cinq autres qui l'entourent. Après cette conversation, signifie cette dame d'une quarantaine révolue, le Ministre avait laissé une enveloppe de 2000\$ « Depuis qu'il est parti, il n'est plus revenu. Mais chaque mois nous recevons les étrangers ici, beaucoup des gens viennent visiter la parcelle de Papa Wemba, Village Molokai. A l'arrivée du nouveau régime, nous avons suivi que Fatshi veut faire un musée de Papa Wemba. Mais mon oncle, « Linioko y'a tembe, 100% star, Wembadio, ... sa vie, c'est ici à Matonge, il n'y a pas débat », martèle t-il.

Musée de la musique congolaise, d'une pierre, deux coups !

Laetitia Bayeye, fanatique de l'artiste enchaîne en disant que « Maman Amazone peut faire tout ce qu'elle veut avec sa parcelle. S'il faut un mémorial dédié à Papa Wemba, il n'y a même pas question de réfléchir. C'est à Molokai. Nous habitants de Matonge, nous sommes jaloux de notre produit, nous n'allons pas autoriser que Papa Wemba soit honoré loin de son village. Le chef n'est que chef dans son village ».

Dans la foulée, Paul Ngoy Leperc, collaborateur du chanteur disparu en 2016 à Abidjan, propose qu'il ait une commission pour étudier les contours de ce dossier pour éviter un mort-né. En plus, avec une idée globalisante, cet artiste percussionniste propose que ce projet soit une fondation pour offrir à la musique congolaise un musée digne.

B.J.D/arts.cd

## «Lettres du Congo», un film qui donne la parole aux artistes

«Lettres du Congo» est un film des Studios Kabako de Kisangani qui sera disponible sur youtube. Les acteurs principaux sont Didier Ediho, Jeannot Kumbonyeki, Christiana Tabaro et Michael Disanka et Dorine Mokha de la ville de Lubumbashi.

Ces artistes livrent dans ce film les récits de la vie quotidienne d'un artiste pendant cette période de covid19. Dorine vit et crée à Lubumbashi, Jeannot, Didier, Michael et Christiana à Kinshasa. La crise est passée par là, sanitaire, économique surtout, politique. « Là où il vit, rêve et travaille, chacun raconte, dans ce film, à sa façon son quotidien, les difficultés, les inquiétudes, les espoirs, les parades et réaffirme plus que jamais la nécessité de créer, ici, maintenant, envers et contre tout. Ces lettres du Congo s'inscrivent dans un projet cinématographique plus large qui rassemblera 21 lettres d'artistes ou collectifs de 18 pays du continent africain (première septembre 2020) », note le résumé de ce film qui sera diffusé avant tout sur Youtube

Les jeunes artistes, acteurs principaux, il faut souligner que Christiana Tabaro qui est née à Kananga au Kasai occidental, a fait son école primaire dans la province

du Sud Kivu à Bukavu. En 2000, fuyant les combats, elle quitte Bukavu pour venir vivre à Kinshasa, passant par le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie et la Zambie. A Kinshasa, elle finit ses études secondaires et humanitaires. En 2008, elle décide de faire les études d'art à l'institut National des Arts de Kinshasa où elle obtient son diplôme en interprétation dramatique. Michael Disanka, lui, est à la fois artiste comédien, auteur et metteur en scène.

Pour Didier Ediho, C'est seulement en 2000, qu'il débute sa carrière professionnelle au sein de la compagnie Diba Dance où il suivra sa formation en danse contemporaine avec le chorégraphe Jean Marie Musungayi à Kinshasa. Dorine Mokha est un performeur vivant et travaillant à Lubumbashi. Il est un danseur, chorégraphe et écrivain Congolais, codirecteur artistique de ART'gument Project et artiste associé aux Studios Kabako.

Ce projet qui est dirigé par Faustin Linyekula et Virginie Dupray et produit par Les Studios Kabako, est soutenu par l'Art Rue Tunis et du National Arts Festival.

Beni Joël Dinganga

## Maitre Gims titille ses fans avec la sortie d'un tout nouveau clip vidéo: «malheur malheur» !

L'un des meilleurs artistes chanteurs de la RDC ne cesse de puiser dans son puits d'inspiration au bonheur de ses fans. En effet, le chanteur enchaîne les productions à succès sur le petit écran. Ainsi après la grande notoriété du clip vidéo « Na Lingui yo », Maître Gims prévoit de frapper encore plus fort ce 08 Juillet 2020.

La sortie de ce dernier bijou du chanteur est donc prévue ce 08 Juillet 2020. «Malheur Malheur» promet d'être intrigant et révélateur à travers un extrait du clip quelques peu différent de ce à quoi les mélomanes sont habitués. « Papa m'a dit ne dis rien car ici? » Ecrit l'époux de Dem Dem sur ses comptes de réseaux sociaux. Rappelons que ce single fait partie intégrante de son tout dernier album «Ceinture noire» afri-pulse



## L'opus «Elga-Élégance Bal de match» de Wenge Bcbg bientôt sur le marché

Aujourd'hui, ayant recadré les affaires, « l'homme qui a mis l'eau dans coco », se décide enfin de revenir en force sur le marché

discographique et cassant avec le silence. Il retouche pour la dernière fois tout autour de lui. Premièrement, il ajoute un préfixe au titre de son nouvel opus « Bal de match » qui devient « Elga-Élégance-Bal-de-Match ». N'eut-été la vague de la pandémie de la Covid-19, ce nouveau tube de Moto-pamba, serait déjà sur le marché. L'occasion nous a été donnée d'auditionner en primeur cette belle oeuvre et nous sommes à même de

statuer que véritablement Wenge BCBG demeure incontestablement le machine à musique.



Ce disque, embelli par une chorale féérique menée par Papa-chéri lui-même, sera simplement un bestseller. Sortant de l'ordinaire, « Elga-Élégance Bal-de-Match » écrit loin de toute immobilité, est une oeuvre instructive qui démontre, à suffisance, le niveau intellectuel de son auteur-compositeur Si rien ne vient perturber le rythme du temps, les festivités de Noël 2020 et de Nouvel an 2021, vont se dérouler au son enthousiasmé de « Elga-Élégance-Bal-de-Match ». Qu'on se le dise !

Kingunza Kikim Afri/LR



## BESTINE "Ma Véa" : «V.Club doit devenir le Barça de l'Afrique»

Bestine Kazadi Du Tabala est rentrée à Kinshasa la nuit du mercredi à jeudi en provenance de la Belgique. La nouvelle présidente de l'AS V.Club y séjournerait depuis son élection à la tête du comité de direction du club le mercredi 1er juillet dernier. Elle a été accueillie très chaleureusement par une centaine de supporters qui ont bravé la nuit pour lui exprimer leur confiance.

« Mavea » comme l'ont déjà surnommé les supporters de l'équipe veut un changement total dans la gestion de son équipe qu'elle veut voir devenir encore plus grande et importante sur le plan continental.

Elle va axer principalement son propre sur la Coupe d'Afrique dont elle en fait l'objectif. Mais bien avant, pour baliser le chemin, l'équipe doit devenir une société sportive autonome pour nouer des partenariats afin de générer



des fonds qui lui permettront d'avoir les moyens de sa politique.

« Je sais ce que les autres disent, que c'est une femme donc elle est faible. Je vais leur montrer le contraire... V.Club doit devenir le Barça de l'Afrique », a-t-elle confié à sa descente d'avion.

L'assemblée générale extraordinaire et élective l'avait porté à la tête avec 38 /72 voix. Elle sera

notamment assistée à la section football par Vicky Ndunga qui a été élu avec 58/72.

Bestine Kazadi est la fille du feu Pierre Kazadi Tshishishi, ancien président du conseil suprême de cette formation et qui fut parmi les grands financiers. Ce sera pour la toute première fois qu'une dame va diriger l'une des grandes équipes du pays. Michel TOBO

## Un carnaval motorisé pour retour de Bestine Kazadi à Kinshasa

L'élection de Me Bestine KAZADI DITABALA à la tête du comité de coordination de l'AS Vita Club a réjoui plus d'un, les supporters de cette équipe vert et noir de la capitale congolaise, la Coordination, le Conseil des sages et autres structures du club. La famille biologique de la nouvelle présidente n'a pas été en reste. Elle a, pour sa part, organisé, à la veille du retour de Me Bestine KAZADI au pays, et à l'initiative de sa sœur cadette Nathalie KAZADI BILOMBA, une cérémonie de réjouissance en famille, à laquelle ont également pris part un groupe de supporters de l'équipe et d'autres sympathisants.

Ladite réjouissance a été aussi marquée par une caravane motorisée à travers la capitale Kinshasa, partie du bureau privé de Me Bestine Kazadi, situé à la galerie PACHA, à côté de l'Hôtel

Memling, en passant par le boulevard du 30 juin, les avenues des Huilerie et de l'ex 24 novembre. Mais avant cela, Nathalie KAZADI a conféré avec une foule de supporters qui s'est retrouvée pour la circonstance devant ce bureau privé afin de célébrer la venue de cette grande dame Bestine KAZADI à la tête de leur chère équipe.

Quelques temps après, Nathalie KAZADI BILOMBA ainsi que d'autres membres de la famille biologique de la 36ème présidente de Vita Club, se sont directement dirigés à l'Aéroport international de N'Djili pour accueillir Me Bestine KAZADI qui est arrivée à Kinshasa ce jeudi 09 juillet 2020 à 1 heure du matin, en provenance de la Belgique. La liesse était totale. Une ambiance de fête s'en est mêlée.

La famille biologique de la

nouvelle présidente du comité de coordination de l'AS V. Club, les supportes et autres sympathisants se sont joint à cette grande réjouissance. L'accueil a été très chaleureux, malgré l'heure tardive de la nuit, avec une agrémentation bien assurée par le groupe d'animation du club vert et noir.

A sa sortie du salon d'honneur de l'aéroport, la successeure du général Gabriel AMISI KUMBA dit Tango Four après près de 13 ans de règne à la tête des Dauphins noirs de Kinshasa, ne pouvait manquer à s'adresser au grand public venu tard dans la nuit l'ovationner. Emue et très heureuse, l'actuelle cheffe du V. Club a dans son speech, appelé tous les supporters de l'équipe à l'unité, à la fraternité et surtout à l'amour mutuel.

Lepetit Bahende

## Les premiers mots de Gaël Kakuta sur son retour à Lens

C'est fait. Gaël Kakuta jouera au Racing Club de Lens la saison 2020-2021. Le milieu offensif international congolais a signé un contrat d'un prêt d'une saison avec option d'achat si le club Sang et Or se maintient en Ligue1 Uber Eats. Après sa signature, il s'est longuement exprimé sur le site du club.

« J'ai fait mes classes au RC Lens jusqu'à mes 16 ans avant de prendre la direction de Chelsea. Je suis passé dans plusieurs clubs en Espagne, en Chine, puis retour en France. J'aime rester positif dans tout ce que je fais, peu importe si ça se passe bien ou pas. J'apprends aussi de mes erreurs. J'ai vécu de belles expériences. Ça m'a permis de visiter différents pays, d'apprendre de nouvelles langues, de découvrir dif-

férentes cultures. J'ai beaucoup aimé l'Angleterre par rapport à sa langue, sa mentalité... » déclare le joueur à propos de son parcours.

Kakuta affirme tout de même son amour pour son club formateur, qu'il suivait sans ses péripéties à travers le monde.

« Après mon départ, j'ai continué à suivre Lens. J'ai toujours gardé contact avec mes amis que j'ai connus ici, joueurs et salariés. C'est ici que tout a commencé. J'ai toujours voulu jouer avec l'équipe première lensoise. C'était mon rêve d'enfance. Ce club a toujours été dans mon cœur et Bollaert-Delelis est un stade qui fait rêver ! Je n'ai pas hésité dès que j'ai eu la proposition de Lens. Peu importe le club qui m'aurait approché, c'était Lens et rien

d'autre ! Je n'ai jamais foulé la pelouse de Bollaert-Delelis à part en tant que ramasseur de balle [Ndlr, rires]. Je ne m'imagine pas encore ce moment, je l'attends avec impatience ! »

Recruté pour son profil, Gaël Kakuta s'est présenté aux fans de Lens. De quoi donner de l'eau à la bouche avant ses premiers pas au Stade Bollaert.

« Je suis un joueur offensif, percutant, passeur, buteur aussi. Je pense que je vais pouvoir apporter mon expérience et mes qualités à l'équipe. J'ai eu la chance d'évoluer dans différents championnats et d'avoir des coachs renommés. Je vais aussi apprendre de tout le monde. » Kakuta et Lens, la nouvelle histoire démarre bientôt

Footrdc.com

## Neymar s'active en coulisses pour rejoindre Barcelone: «Il a un accord avec le PSG pour partir cet été»

Un retour de Neymar au Barça ? La piste avait été évoquée avec insistance l'été dernier lors du mercato mais les négociations entre le PSG et le FC Barcelone n'avaient finalement pas abouti. La superstar brésilienne est donc restée à Paris une saison de plus, lui qui avait rejoint la capitale française en 2017 contre 222 millions d'euros.

Une somme que les Parisiens aimeraient en partie récupérer. Une volonté qui converge avec celle de Neymar dont le contrat expirant en 2022 n'a pas été renouvelé.

Les négociations ont donc semble-t-il repris là où elles s'étaient arrêtées l'an dernier. Et pour le quotidien espagnol AS, elles seraient déjà très avancées. « Neymar a trouvé un accord avec le PSG pour faciliter son départ au

Barça cet été dans le cas où les Blaugrana reviendraient à la charge pour le ramener en Catalogne. »

En échange, le PSG a demandé l'implication maximale de Neymar dans les prochains mois et notamment pour les matches de Ligue des Champions des Français, qualifiés pour les quarts de finale de la C1 qui se disputeront en août.

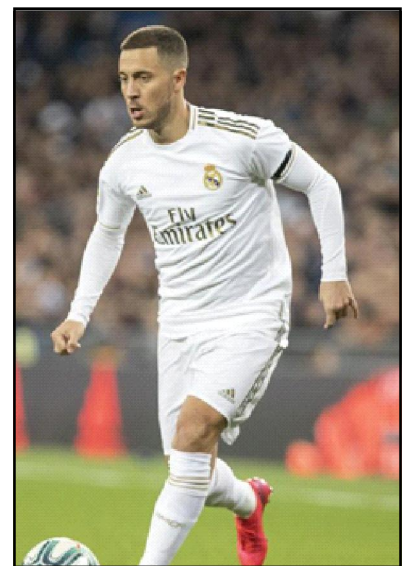
Alors que Thomas Meunier et Edinson Cavani ont déjà fait leur valises, le PSG pourrait donc se séparer d'un autre pion important de son équipe cet été. Une révolution majeure pour les Parisiens qui – en cas de négociations avec le Barça – pourraient tenter d'attirer Antoine Griezmann ou Ousmane Dembélé, deux objectifs français cités régulièrement dans les rumeurs mercato.

## L'inquiétude grandit au Real Madrid: Eden Hazard ressentirait de nouveaux douleurs au niveau de la cheville

Une saison plus que pourrie. Alors que le championnat d'Espagne n'est pas encore terminé, c'est sans doute le constat qui posera Eden Hazard sur ses douze premiers mois à Madrid. Bien qu'il était revenu en (petite) forme au début du mois de juin pour la reprise de la Liga, le Diable rouge – qui avait délivré deux passes décisives contre Eibar et Valence – semble rechuter.

La rencontre face à l'Espanyol (0-1) a marqué physiquement l'ailier belge. N'ayant pas été repris dans la sélection de Zinedine Zidane face à Getafe et à l'Athletic Bilbao, Eden Hazard est bien parti... pour manquer également la réception d'Alaves ce vendredi. Comment est-ce possible ? La réponse est claire : elle se trouve dans l'état de sa cheville. Si le Belge continue à s'entraîner collectivement, il boucle les séances « en individuel » par mesure de précaution.

Eden Hazard ressent de nouveaux des douleurs au niveau de la cheville, mais n'a toujours pas passé de tests complémentaires



pour déterminer l'ampleur des dégâts, rapporte AS, le quotidien sportif espagnol. Le joueur lui-même prétendrait qu'il ne s'agit pas d'un problème psychologique, dû à la crainte d'une éventuelle rechute. Non, pour Eden Hazard, la douleur est réelle. Et elle est en train de briser son nouvel élan.

## Antwerp: Fin de stage en Allemagne pour Mbokani, Bolingi et Ava Dongo

Dieumerci Mbokani, Jonathan Bolingi et Ava Dongo Luete, ainsi que leur formation, L'Antwerp, ont achevé leur stage de préparation à Harsewinkel-Marienfeld en Allemagne. Ils se sont imposés (1-0) contre sélection locale. C'était du samedi 27 juin au samedi 4 juillet. Ils poursuivront le reste de la préparation en Belgique en attendant les échéances officielles.

Le staff technique avait retenu 24 joueurs à cet effet pour cette 2ème partie de la préparation qui va s'est déroulée bien évidemment à huis clos à cause des restrictions sanitaires dues à la pandémie du Coronavirus.

Pour rappel, Dieumerci Mbokani a résigné pour une saison de plus lui qui avait exigé deux saisons. Ils vont disputer la finale de la Coupe nationale le samedi

1er août face au Club de Bruges et entameront le championnat le dimanche 9 août devant la Gantoise de Jordan Botaka.

Michel TOBO

## Jody Lukoki signe en Turquie

C'était dans l'air, c'est désormais officiel : Jody Lukoki quitte Ludovorets Razgrad après cinq ans de bons et loyaux services en Bulgarie. Après le succès de sa visite médicale, l'international congolais s'est engagé avec Malatyaspor, club de Super Lig turc.

Jody Lukoki y a signé un contrat de 3 ans (jusqu'en 2023). Aussitôt après sa signature, il s'est empressé de réagir sur les réseaux sociaux. « C'est officiel. Nouveau challenge » écrit-il via Twitter, stylo en main pour signer son contrat. Bonne chance à lui.



# Manif anti-Malonda: le peuple gagne toujours !

En dépit de l'interdiction officielle, les populations congolaises ont arpenté les artères de certaines grandes agglomérations du pays, hier jeudi 9 juillet 2020. Initialement, la marche d'hier porte le seing de l'Union pour la démocratie et le progrès social. La réalité impose cependant de reconnaître que la manif avait débordé les seuls rangs de l'UDPS pour embrasser les jeunes d'autres partis politiques, de la société civile et des indépendants. Plusieurs colonnes de manifestants ont donc pris d'assaut les rues de Kinshasa, Lubumbashi, Mbuji-Mayi, Kisangani... pour désapprouver la gestion cavalière des institutions publiques insufflée par les caciques du Front commun pour le Congo (FCC).

Il s'agit singulièrement de la désignation frauduleuse du très contesté Ronsard Malonda à la tête de la Centrale électorale du pays. Mais également du tripatouillage des statuts des magistrats qu'incarnent les propositions de lois dites Minaku-Sakata. Face aux deux subterfuges, le peuple congolais a opposé une fin de non recevoir afin de conjurer à tout jamais le spectre de retour à un régime dictatorial.

En plein régime démocratique, l'on espère que les autorités politiques et publiques intégreront dans leurs calculs la



volonté publique exprimée jeudi 9 juillet 2020. Il serait menteur d'aligner la fronde populaire actuelle derrière une personnalité ou un parti politique. Aujourd'hui, la soif du Congolais se décline en termes de développement, d'expression démocratique, de la séparation de pouvoirs, etc. Des vertus mises en cause par les cadres du régime précédent qui s'était illustré par une dictature aveugle, à laquelle s'est greffée la confiscation de la richesse commune par une clique de privilégiés.

Le lundi 13 juillet :

## Avec Moïse Katumbi le Grand Kasai en ébullition !

Après le Haut-Katanga, Kisangani, Goma, Kinshasa... le Grand Kasai fixe rendez-vous pour le 13 juillet. Comme partout ailleurs, les populations de l'espace Kasai promettent une mobilisation délirante pour le lundi prochain. Cette mobilisation est de Moïse Katumbi, président de Ensemble pour la République. Avec pour revendication similaire : le retrait définitif des propositions assassines de lois sur la magis-

trature, concoctées par des cadres du FCC sous le seing de Aubin Minaku et Sakata. Mais également l'annulation de la bénédiction accordée à la désignation cavalière et frauduleuse de Ronsard Malonda à la tête de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Toutes les dispositions sont prises pour une mobilisation à la hauteur de celles connues dans les agglomérations ayant manifesté le 9 juillet 2020.

## Tshisekedi a rencontré le roi Philippe et la Première ministre

Le président congolais Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui séjourne depuis dimanche en Belgique à titre privé, a rencontré à la fois le roi Philippe et la Première ministre Sophie Wilmès, a-t-on appris jeudi de sources concordantes. Le chef de l'Etat congolais a été reçu mercredi par le souverain pour « une rencontre à caractère privé », a indiqué le Palais royal à l'agence Belga.

Mardi, M. Tshisekedi avait rencontré « informellement » Mme Wilmès « dans la continuité des contacts établis lors de la visite de la Première ministre en RDC (République démocratique du Congo) en février dernier, a indiqué l'entourage de la cheffe du gouvernement fédéral sans préciser le contenu des discussions.

Selon le site d'information cheikfitanews.net, qui suit l'actualité congolaise depuis Bruxelles, les échanges entre M. Tshisekedi et la Première ministre ont

porté sur les relations bilatérales entre les deux pays ainsi que le dernier message du Roi au président congolais à l'occasion du 60e anniversaire de l'indépendance de l'ex-Congo belge, le 30 juin 1960.

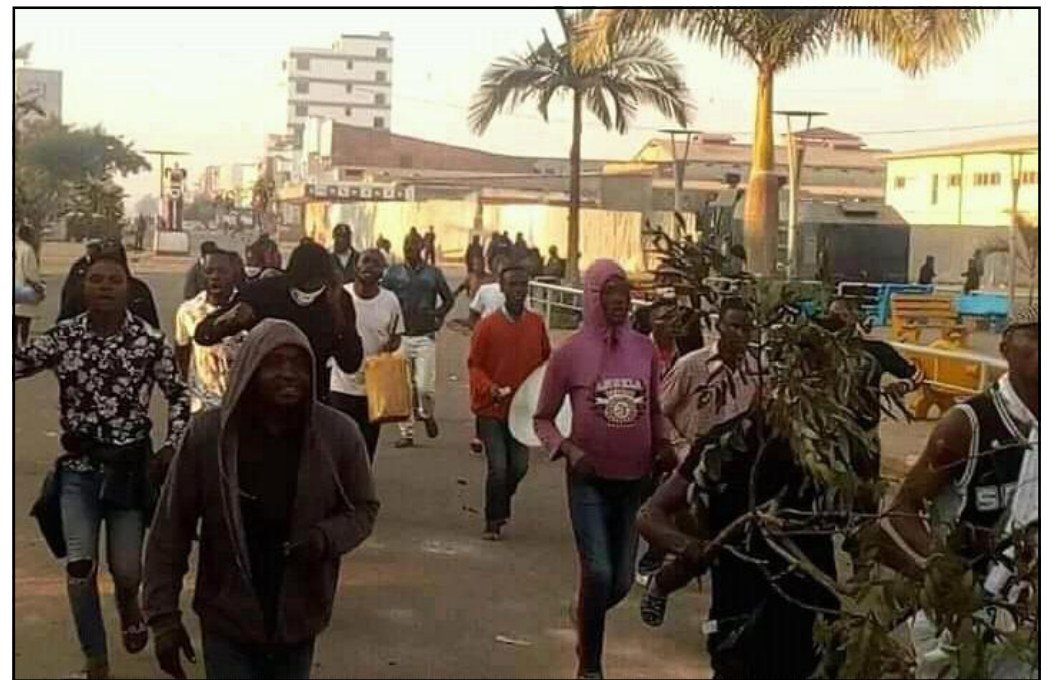
Le souverain avait exprimé la semaine dernière ses « plus profonds regrets » pour « ces blessures du passé dont la douleur est aujourd'hui ravivée par les discriminations encore trop présentes dans nos sociétés ».

En écho, M. Tshisekedi a appelé lors d'une allocution télévisée la Belgique et la RDC à réécrire l'histoire de la colonisation. Cet ancien opposant, proclamé vainqueur de l'élection présidentielle contestée du 30 décembre 2018, n'hésite pas à qualifier la Belgique de son « autre Congo », en référence aux années passées en exil et aux près de 35 ans durant lesquels il y a séjourné.

lalibre.be

On aura beau imaginer des obstacles, visiblement le peuple est déterminé à poursuivre le combat enclenché bien avant la venue de Félix Tshisekedi à la magistrature suprême du pays. En clair, le deal politique entre le FCC et CACH ne saurait prendre en

parmi les combattants UDPS. « Nous disons ceci : ils ont déjà assassiné 3 d'entre nous. Pour ne pas occasionner un bain de sang, nous sommes le parti au pouvoir, parti à Félix Tshisekedi. Maintenant nous disons ceci : comme ils sont en train de tirer, nous allons réclamer la démission du Ministre de l'intérieur puis qu'il vient de l'UDPS », a déclaré Augustin Kabuya. Mais les sources policières, contactées par notre confrère Actu.cd, ont soutenu un bilan de 2 morts. Evidemment, il va falloir attendre les jours qui viennent pour un bilan plus proche de la réalité ; pour l'heure, des responsables parcourent les formations médicales pour de plus amples précisions. On apprend toutefois la mort d'un policier passé à tabac par des jeunes manifestants sur le boulevard Sendwe, et qui a succombé dans un hôpital où il était admis pour des soins. L'homme était en son poste lorsque des manifestants ont fait irruption au sous-ciat ; ses amis avaient tout de même réussi à s'échapper des griffes des jeunes exhaltés.



otage le destin de tout un peuple, encore qu'il ne saurait prévaloir sur la Loi fondamentale du pays. Heureusement que le Chef de l'Etat, (sous la pression infuse du peuple ?) s'est engagé à apprécier l'osmose entre les actes et articulations de cet accord secret avec les intérêts du plus grand nombre.

Il est fort à parier que les jours à venir s'annoncent plus explosifs encore, avec à la clé plusieurs manifestations publiques programmées par Lamuka, CLC, les mouvements citoyens, etc. En dépit du bon comportement affiché hier par les éléments de la police nationale, il serait plus heureux de voir les autorités éviter la récurrence, en octroyant au peuple sa demande la plus légitime : transparence dans la gestion des institutions publiques. On le sait le spectre des trois derniers électoraux, reconnus chaotiques, taraude la conscience collective qui voudrait désormais être dirigée par les dirigeants de son choix.

Kabuya : 3 morts

En termes de bilan, les versions divergent. Augustin Kabuya, secrétaire général du parti, avait avancé un chiffre de 3 morts

Partout on avait plutôt salué la stratégie des agents de la PNC qui, de fois, se sont permis d'encadrer les manifestants. Hélas, le bilan est tout de même lourd dans la capitale avec le saccage de la chapelle de l'église Armée de l'Eternel de Sony Kafuta et du siège de la fédération PPRD/Mont-Amba, sur la 6<sup>ème</sup> rue Limete.

A Lubumbashi, dans le Haut-Katanga, la Police nationale avait dispersées manifestants à coup de lacrymogène, mais l'on a déploré également des blessés et le saccage de certains bureaux du PPRD, le parti à la base des troubles actuels.

A Kasumbalesa, selon des sources sur place, une véritable marrée humaine s'est déversée dans la rue, après avoir bravé les forces de l'ordre. Même situation dans la ville de Kipushi où les manifestants partis de la cité se sont heurtés aux éléments de la police dans leur procession vers le centre-ville.

Dans la ville de Kisangani, la police a interpellé 6 manifestants avant de les libérer quelques minutes seulement après. Delly Likunde, le président fédéral de a indiqué que trois, parmi les interpellés avaient été blessés.

LR